

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Lizette Jalbert et Laurent Lepage (sous la direction de), *Néo-conservatisme et restructuration de l'État*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1986, 270 p.

par J. Yvon Thériault

Politique, n° 11, 1987, p. 159-163.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040552ar>

DOI: 10.7202/040552ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

RECENSIONS

Lizette Jalbert et Laurent Lepage (sous la direction de), *Néo-conservatisme et restructuration de l'État*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1986 , 270 p.

Il est inutile d'insister sur l'importance politique du phénomène du «néo-conservatisme». Disons simplement, à cet effet, que l'ensemble des interventions sur ce thème présentées dans le cadre du 5^e *Colloque de l'Association d'Économie Politique* (AEP) et rassemblées dans cet ouvrage est à la fois pertinent et bienvenue. Sur une telle question, par ailleurs, l'intérêt d'un recueil prend tout son sens. En effet, autant par sa nouveauté que par sa diversité, l'analyse du «néo-conservatisme» aujourd'hui ne permet pas d'effectuer de grandes synthèses; elle permet tout au plus de dresser des mini-bilans et de multiples hypothèses d'explication. C'est ce que proposait le Colloque de l'AEP et c'est ce qui nous est présenté à travers les quatorze textes du recueil regroupés sous quatre grands thèmes: Lecture du néo-conservatisme, Nouvelles politiques économiques, Restructuration de la politique sociale, Stratégie d'opposition au néo-conservatisme.

À la lecture du volume on ne peut qu'être en accord avec L. Jalbert et L. Lepage qui, dans le texte d'Introduction, «Néo-conservatisme et défi démocratique», soulignent comment sur cette question on est en «présence d'un discours inachevé dont les éléments ne sont pas toujours accordés». Ceci n'est nullement redevable à l'hétérogénéité de l'objet étudié par les différents intervenants (au contraire). En fait, cette «hésitation à nommer», «cet embarras dans le choix des termes» ne fait que souligner la grande complexité du phénomène et le caractère inadéquat des analyses rapides. Rappelons, pour confirmer cette difficulté, la confusion nulle part réellement clarifiée dans les différents textes

entre néo-libéralisme et néo-conservatisme. Ceci conduit parfois à des réels problèmes de sémantique, comme le démontre bien l'analyse brossée par L. Vandelac, «À droite toutes», où elle illustre comment la confusion atteint son «nec le plus ultra». Ainsi on définit la «New Right» américaine comme nulle autre chose que la «vieille droite réactionnaire», alors que le «néo-conservatisme» est un «néo-libéralisme». Ceci permet de parler du «modernisme du néo-conservatisme», qui tout de même est critique des «excès de libéralisme» de la société américaine, tout en cachant une droite plus insidieuse qui au nom de ce même «libéralisme» et «modernisme» refuse une discussion morale, par exemple, sur les problèmes éthiques des nouvelles technologies de la reproduction humaine.

Certes, pour L. Jalbert et L. Lepage, on assiste à la création d'une «nouvelle synthèse culturelle» qui rassemblerait principalement «les thèmes magiques» du libéralisme — dérèglementation — dénationalisation — privatisation — réduction des impôts et de l'État — et qu'ils n'hésitent pourtant pas à nommer d'un vocable anti-libéral: «néo-technocratisme conservateur» (p. 25). La validité d'une telle synthèse n'est pourtant pas toujours évidente. Ainsi, pour C. Mouffe, «L'offensive du néo-conservatisme contre la démocratie», le danger semble bel et bien émaner d'une vague «néo-conservatrice» qui s'attaque au «défi démocratique». Il s'agit d'y répondre par ce que nous appellerions un «néo-libéralisme de gauche» où les notions «d'égalité, liberté, justice, démocratie» ne seraient plus laissées à la droite (p. 29). Une telle analyse, de la mouvance actuelle comme «conservatrice» plutôt que «néo-libérale», peut être extirpée aussi de la critique romantique adressée par B. Gross et K. Singh, «La Nouvelle droite des années 1980», à l'unidimensionnalité des sociétés industrielles. Car, là aussi, le *Friendly Fascism* décrit, n'a rien du libéralisme. Chez ces derniers par contre on nage en pleine idéologie du «tout répressif» et, il n'est nullement question, ni dans la pensée politique, ni dans la

pratique, de trouver des espaces de déploiement de la liberté. Enfin, dans l'analyse des politiques industrielles du gouvernement américain, «Les milles politiques industrielles de Ronald Reagan», R. Bellon nous incite à une même conclusion: la pratique du néo-conservatisme est loin, aux États-Unis, de correspondre au dépérissement de l'État promis par l'idéologie libérale.

Pour la grande majorité des analystes il est clair toutefois que néo-conservatisme ou néo-libéralisme sont des termes interchangeables. À la fois en puisant, avec la gauche classique, dans le «fonds idéologique» progressiste et en s'appuyant sur «les vieux credos du libéralisme classique», l'individualisme économique, G. Renaud «Néo-conservatisme et socialité ou le «néo-social» et le «post-social» caractérise doublement le néo-conservatisme de libéralisme. Par ailleurs, ce dernier ne voit dans le tandem «progressiste-conservateur», de gauche ou de droite, aucun avenir face au déploiement de la post-modernité. Le philosophe M. Bunge, «Considérations d'un philosophe sur l'économie du néo-conservatisme (néo-libéralisme)», même s'il annonce que «l'économie néo-conservatrice (ou néo-libérale) est effectivement conservatrice en théorie» tend à démontrer, tout au long de son analyse, que ce phénomène n'est en fait rien d'autre qu'une forme du libéralisme classique: l'individu consommateur souverain, l'auto-régulation du marché, le refus de la notion de moralité en économique, l'économisme, etc... Ces constats sont fondés empiriquement, par ailleurs, autant dans l'analyse dressée par J. K. Laux «Virages du capitalisme d'État au Canada», sur les «privatisations» de l'État canadien que dans celle, très riche, brossée par F. Leseman sur le démantèlement de l'État-providence et l'attaque contre les mesures sociales aux U.S.A.: «La restructuration de la politique sociale: la situation aux États-Unis.»

La vision du «néo-conservatisme», tantôt comme réelle philosophie et pratique conservatrices (nouvelle morale politique contre les excès de libéralisme, anti-démocratisme et autoritarisme tech-

nocratique); tantôt comme néo-libéralisme (individualisme, privatisation, attaque contre l'État-providence) se répercute en quelque sorte dans les voies de sortie privilégiées. D'un côté, ceux qui appellent à une nouvelle culture politique tenant compte des transformations de conjonctures et prenant bonne note du « caractère réel de la frustration populaire liée au fonctionnement bureaucratique de l'État-providence » (Mouffe, p. 45). Un véritable appel, pour reprendre les mots de F. Dansereau, « Les politiques urbaines et la gestion de l'habitat », « à remettre en question nos cadres de références confortables, nos automatismes en faveur des solutions collectives pour regarder d'un peu plus près les tendances de sources et de directives divergentes » (p. 216). Les autres, plus majoritaires dans le recueil, qui à la suite de L. Panitch, « Le néo-conservatisme et l'offensive contre les droits des travailleurs », et H. Radice, « Le thatcherisme et ses alternatives », voient avec crainte, ce qu'ils appellent, refusant de modifier leur barème, une « course troublante vers le centre » (p. 250). S'ils prennent notes des interventions nouvelles des acteurs sociaux, ils persistent néanmoins à inscrire la réaction souhaitée à l'intérieur d'une remobilisation de la gauche sous le double signe de la classe ouvrière et de l'intervention de l'État, s'opposant, pour paraphraser L. Panitch à les voir « comme faisant partie du problème plutôt que de la solution » (p. 242).

Les pistes de réflexions suggérées par le recueil sont donc nombreuses et généralement riches. On pourrait toutefois préciser une double limite aux analyses. D'une part, les références empiriques se limitent essentiellement au cas du reaganisme américain et thatcherisme anglais (avec quelques allusions au petit cousin canadien). S'il s'avérait que le phénomène étudié soit limité au monde anglo-saxon, il n'aurait effectivement pas la portée qu'on lui prête. De toute façon, l'analyse comparative demanderait qu'on sorte de cette aire culturelle. Deuxièmement, les stratégies d'opposition, tant au niveau de leurs fondements théoriques que pratique,

proposées pour contrer le néo-conservatisme sont ténues. La plupart du temps on se limite comme R. Milliband, à qui il faut attribuer ailleurs des contributions plus significatives, à constater le phénomène et à annoncer qu'il faudra bien songer «de quelle manière on peut y résister» (p. 239). Mais en fait, s'il s'avérait vrai qu'on assiste à l'édification d'une véritable idéologie néo-conservatrice (philosophie politique) et non au renouvellement du libéralisme économique (néo-libéral), il ne faudrait pas s'étonner que la réflexion sur un nouveau progrès social ne puisse naître de l'économie politique. On ne choisit pas, disait Gramsci, les armes avec lesquelles on lutte.

J. Yvon Thériault
Université d'Ottawa